

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
22 novembre 2021
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-seizième session
Points 44 et 78 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-seizième année

Question de Chypre**Les océans et le droit de la mer****Lettre datée du 18 novembre 2021, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Turquie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

En référence à la lettre que vous a adressée, le 13 octobre 2021, le représentant de l'administration chypriote grecque de Chypre-Sud ([A/76/407-S/2021/816](#)), je tiens à appeler votre attention sur ce qui suit :

Tout d'abord, l'administration chypriote grecque ne représente pas l'ensemble de l'île de Chypre, puisque depuis que les Chypriotes grecs ont détruit en 1963 l'État chypriote fondé sur le partenariat, en violation flagrante et de la Constitution et du Traité de garantie, du Traité d'alliance et du Traité relatif à la création de la République de Chypre signés en 1960, il n'existe aucune autorité unique compétente pour représenter conjointement les Chypriotes turcs et les Chypriotes grecs. L'administration chypriote grecque ne peut donc pas revendiquer sa compétence de droit ou de fait ni sa souveraineté sur l'ensemble de l'île, de même qu'elle ne peut, seule, émettre des affirmations concernant les zones de juridiction maritime de l'île, comme elle l'a fait dans sa lettre.

Deuxièmement, la Turquie a clairement indiqué, par la déclaration de son ministère des affaires étrangères datée du 2 octobre 2020, que bien qu'ayant toujours été en faveur de l'apaisement des tensions et du dialogue, elle ne négocierait pas, en l'absence des Chypriotes turcs, la délimitation des frontières maritimes avec l'administration chypriote grecque, cette dernière ne représentant pas les Chypriotes turcs : de telles négociations ne seraient envisageables qu'une fois réglé le problème chypriote. En attendant, l'interlocuteur de l'administration chypriote grecque serait la République turque de Chypre-Nord.

Troisièmement, la Turquie a rendu publiques, dans une lettre transmise le 18 mars 2020 à l'Organisation des Nations Unies ([A/74/757](#)), les coordonnées géographiques et la carte des limites extérieures de son plateau continental en Méditerranée orientale (voir annexe).

Quatrièmement – pour rebondir sur ce qui précède –, le « NAUTICAL GEO », bâtiment hydrographique battant pavillon maltais et appartenant à l'Italie, alors qu'il



avait connaissance de ces coordonnées, a tenté à plusieurs reprises de pénétrer sur le plateau continental turc pour effectuer des activités de recherche sur les fonds marins sans avoir préalablement obtenu le consentement et l'autorisation de la Turquie, malgré toutes les démarches diplomatiques qui avaient été faites en temps et en heure auprès de l'État du pavillon et de l'État de l'exploitant du navire et en dépit des arraisonnements qui ont ensuite été effectués conformément à la pratique internationale et avec les précautions voulues en matière de sécurité de la navigation en mer.

Cinquièmement, il convient également de noter que la partie chypriote turque, en tant que copropriétaire de l'île ayant des droits égaux sur les ressources offshore, a récemment proposé aux Chypriotes grecs, le 13 juillet 2019, d'établir un mécanisme de coopération sur les ressources en hydrocarbures offshore, lequel permettrait notamment de partager les revenus de manière équitable. Comme cela a déjà été le cas, la Turquie appuie pleinement cette proposition, celle-ci fournissant une solution rapide aux tensions découlant des programmes actuellement menés en mer par les deux parties de l'île.

La Turquie rejette donc les arguments et allégations de l'administration chypriote grecque dans leur intégralité.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 44 et 78 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité, et de le faire publier sur le site Web de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, ainsi que dans le prochain numéro du Bulletin du droit de la mer.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Feridun H. **Sinirlioğlu**

**Annexe à la lettre datée du 18 novembre 2021 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Turquie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Coordonnées géographiques des limites extérieures du plateau
continental turc en Méditerranée orientale**

